BIOGRAPHIES

ABOUBAKAR ABDOU MSA

Avocat au barreau de Moroni, Union des Comores ; Ancien secrétaire général de l'Assemblée nationale des Comores; Ancien vice -président de la Cour constitutionnelle des Comores; Collaborateur juridique à l' ECES; Consultant juridique indépendant / Expert électoral.

Monsieur Aboubakar ABDOU MSA, né le 28 janvier 1967 à Ntsoudjini, Union des Comores est Administrateur et juriste de formation et de carrière avec à son actif une expérience professionnelle d'une trentaine d'années dans diverses positions de responsabilités dans son pays comme à l'international.

Titulaire en 1991 d'un Diplôme d'Administrateur de l'Ecole Nationale d'Administration Publique de Rabat, Maroc (option Marchés publics), il a poursuivi ses études universitaires de troisième cycle à l'Université de Paris VIII où il a obtenu au cours de la même année (1992) deux Diplômes d'Etudes Approfondies (DEA), l'un en droit et l'autre sur les institutions européennes avec deux soutenances portant respectivement sur « Le droit communautaire européen et la réglementation de la concurrence dans les marchés publics en Europe », et sur « L'ouverture communautaire des secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications. Analyse de la directive secteurs exclus ».

Il débute sa carrière en Union des Comores le 23 février 1993 en qualité de Secrétaire générale de l'Assemblée nationale jusqu'en 1999 avant d'intégrer le système des Nations Unies qui l'affecte au Timor Oriental pour soutenir les efforts d'implémentation de l'Administration et des institutions constitutionnelles du jeune Etat indépendant, le Timor oriental.

Au sein de la Mission de l'Administration Transitoire du Timor Oriental, il a intégré le Département des affaires juridiques et politiques chargé, d'une part, de la conception et de l'élaboration de la législation du nouvel Etat indépendant, ainsi que son implémentation et vulgarisation à l'ensemble des acteurs étatiques et non étatiques et, d'autre part, de l'ensemble des questions politiques et de la problématique du retour des Timorais refugiés en Indonésie, Portugal, Australie, Mozambique, etc.

De retour au pays, Union des Comores, il est nommé Conseiller juridique du Président de l'Ile autonome de la Grande Comores, fonctions qui le conduisent au Comité de Suivi de l'Accord de Réconciliation Nationale dite « Accord de FOMBONI ».

Fort de cette expérience professionnelle transversale, il fut sélectionné par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en qualité de Chef de projet « Décentralisation en Union des Comores », poste qu'il a occupé jusqu'au 11 novembre 2011.

Juge à la Cour constitutionnelle de l'Union des Comores depuis 2011. Il a été élu par ses pairs comme Vice-président de la plus haute juridiction constitutionnelle, chargée de l'examen de la constitutionnalité des lois, du règlement des conflits de compétence entre l'Union et les iles, des droits humains et des libertés publiques, ainsi que du contentieux électoral, comprenant tous les actes et opérations liés aux élections depuis l'inscription sur les listes électorales jusqu'aux résultats définitifs.

Au terme de son mandat à la Cour constitutionnelle, il a rejoint la Fondation ECES avec laquelle, il a partagé avec divers experts d'ECES son expertise en matière de rédaction de textes de lois, de droits humains, Genre, Démocratie et élections.

Par ailleurs, en sa qualité de jurisconsulte, il a conduit plusieurs missions de consultations juridiques et électorales pour le compte de nombreuses organisations, notamment le PNUD, l'OIM, l'Union européenne, l'Union africaine, la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et ECES etc.

Inscrit au barreau de Moroni depuis le 3 août 2019 en qualité d'avocat, il crée et anime la Fondation « Gouni Anima », une organisation à but non lucratif œuvrant pour l'autonomisation des populations vulnérables.

Il conduit actuellement, une Mission de consultation juridique sur la refonte du cadre légal électoral de l'Union des Comores et l'élaboration des lois sur les partis politiques et le statut de l'opposition. Cette consultation juridique est commandée par l'Union africaine.

Il est auteur et /ou coauteurs de plusieurs publications dont les plus importantes sont :

- Recueil des arrêts de la Cour constitutionnelle de l'Union des Comores en matière électorale (2002-2016) ; Décembre 2017. Moroni- Comores ; Financement UE/ECES
- Recueil de la jurisprudence électorale en droit comparé : 16 pays francophones ; Mars 2018. Moroni-Comores ; Financement UE/ECES
- Recueil des instruments juridiques nationaux, régionaux et internationaux relatifs aux droits humains, à la démocratie et au genre. Juin 2019 ; Financement UE/ECES ;
- La protection des droits humains par le juge comorien, in « Trente ans d'élections pluralistes : bilan et perspectives » A paraître
- Le Guide du Maire Octobre 2021 au nom et pour le compte de l'Association comorienne pour l'enfance et le développement communautaire (CEDAC), dans le cadre de l'exécution du projet « Renforcement des capacités de la gouvernance locale des Communes en Union des Comores »; Financement Ambassade des Etats Unis à Madagascar et en Union des Comores ;
- Le Guide de l'Association, Novembre 2021 au nom et pour le compte de CEDAC ; Financement Ambassade des Etats Unis à Madagascar et en Union des Comores ;
- La durée de conservation des dossiers d'appels d'offres, in Revue des Marchés Publics (RMP), Ministère des finances et du budget, Bercy, Paris, Août 1992 ;
- Les procédures de passation des marchés publics au Maroc, RMP, Décembre 1992.

DAVID LE NÔTRE

David Le Nôtre est Représentant d’ECES en Ethiopie pour le projet EURECS, Il a aussi travaillé pour ECES comme Coordonnateur de projet en Afghanistan (PROSES), au Nigeria (EU-SDGN), au Sénégal et aux Comores pour le projetet PACTE-Comores II

Auparavant, David était directeur de la section électorale de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) pour fournir une assistance technique au Conseil électoral provisoire. Avant son service en Haïti, il a été coordonnateur régional en République démocratique du Congo pour les élections présidentielles de 2006, et chef du bureau régional du Bureau des Nations Unies pour les services aux projets UNOPS, pour les élections législatives de 2005 en Afghanistan.

David a également travaillé pour l'Organisation internationale pour les migrations OIM en tant que chef de bureau en République islamique d'Iran pour le programme de vote à l'étranger et en tant que chef des opérations pour l'élection de l'Assemblée nationale irakienne à Paris. De 2000 à 2004, David a travaillé comme agent principal de transition pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe de l'OSCE au Kosovo. David est titulaire d'une maîtrise en histoire / relations internationales et parle couramment le français et l'anglais.

EVA PALMANS

Eva Palmans est la cheffe de projet du Projet Gouvernance, Paix, Stabilité (GPS) à la Commission de l’océan Indien. Elle occupe cette fonction depuis février 2022 à travers le Centre européen d’appui électoral (ECES). Elle a rejoint l’équipe d’ECES en 2012 en tant que Conseillère Electoral Senior, et en 2013 elle est devenue Directrice des Programmes, membre du Conseil d’Administration et représentante d’ECES dans la région de l‘océan Indien. Avec une Maîtrise en “Gouvernance et Développement” et un Doctorat sur les élections au Burundi, Eva Palmans a développé d'importantes recherches, focalisées sur les processus politiques et électoraux en Afrique.

GORKA GAMARRA

Gorka Gamarra est l’expert gouvernance et électoral du projet GPS avec plus de 20 ans d'expérience en gestion de programmes dans les domaines des droits humains, du genre, de l'État de droit, des processus électoraux et de la gouvernance. Il est titulaire d'une maîtrise en droit international et en droit électoral et a travaillé avec de nombreuses organisations internationales et gouvernements nationaux, notamment l'ONU, l'OCDE et l'UE, dans des contextes post-conflit tels que le Rwanda, la République démocratique du Congo, les Comores et la Guinée Bissau. De plus, il réalise de film-documentaires sur de problématiques des droits humains comme Lantanda sur l'usage des langues officielles et vernaculaires en Afrique et Umurage sur les défis de la cohabitation au Rwanda après le génocide, qui ont été présentés dans plusieurs festivals de films internationaux.